

Contre-culture à Madagascar

Alors que s'ouvre, dans dix jours, le sommet de Copenhague sur le climat, des paysans malgaches ont choisi d'abandonner les pratiques agricoles traditionnelles pour sauver une forêt en danger. Et ce, malgré une pauvreté endémique.

Texte et photos

CATHERINE MAUSSION

envoyée spéciale à Madagascar

Dadajean chemine en tongs le long du sentier qui mène aux plantations. Le plus important pour lui, ce sont ses ruches, héritées de son père: «*Soixante ruches traditionnelles en grande forêt, mais une ruche modèle, seulement, pour commencer.*» Dadajean vit à Ampitambe, un village de la commune de Betsimisotra, à cinq heures de marche de la «ville», Fandriana, elle-même à sept heures de route au sud d'Antananarivo, la capitale de Madagascar. Depuis un an, Dadajean est embarqué avec tous les paysans du district dans une aventure dont il perçoit confusément l'urgence: renoncer à dix générations

de pratiques agricoles pour sauver un mince cordon de forêt naturelle, qui court du nord au sud de Madagascar, et particulièrement mité à cet endroit. Précisément le type d'initiatives censées lutter contre les rejets de CO₂ et dont il sera débattu au sommet sur le climat de Copenhague, dans dix jours, à 6 000 kilomètres de là.

Dadajean hésite sur son âge. De petite taille, le corps osseux, il n'a pas 54 ans, comme il le prétend, puisqu'il est né en 1943. Il a cinq enfants, mariés, qui «vivent ici», et des petits-enfants. Ce qui le taraude, c'est l'héritage: ses ruches au rendement aléatoire. Il récolte 80 à 100 litres de miel par an, vendu entre 1000 et 4000 ariary le litre, (entre 30 centimes et 1,30 euro). Il possède aussi des terres dégradées. Tout sera divisé par cinq à sa succession. Quand Fabien, l'agent de terrain du WWF (World Wildlife Fund) est venu le chercher, il a dit *oui tout de suite* «*parce qu'avec le WWF, il y a les conseils*». Lui-même a

suivi la formation d'apiculteur. Il veut «*montrer l'exemple à ses enfants*».

Le problème, c'est la soudure

Blaise, lui, est chef pépiniériste. Il épelle son patronyme: Rafamatanatsoa. Veste en jean et baskets, il respire l'assurance. «*Le plus difficile*, dit-il, *c'est de faire changer leurs habitudes aux gens. C'est dur de leur faire comprendre.*» Il a plein d'idées. Il pense à des plantations d'orangers. «*Avec vingt pieds d'oranges, on fait déjà vivre une famille. C'est facile à surveiller et à entretenir. Si on en plante cinquante, rêve-t-il tout haut, cela va régler le problème.*» Le problème, en ce moment, c'est «*la soudure*». Les mauvais mois, entre septembre et décembre, alors que les stocks s'épuisent en attendant le retour des pluies. Blaise voit grand. Il imagine des rizières: «*Il faudrait faire un barrage et des adduc-*



tions d'eau : on ne peut pas cultiver de riz ici dans les bas-fonds.» Blaise est allé à l'école jusqu'au BEPC. Il réclame aussi un pont sur la rivière, au bas du hameau, pour que les enfants prennent plus facilement le chemin de l'école. «Vous savez, il y a beaucoup de pauvreté ici, et si on veut faire de la protection des forêts, il faut des appuis.» Et des appuis, cela veut dire «nous équiper en outils, comme des sarcleuses, nous fournir en semences, nous apprendre les techniques nouvelles. Tout ça ne fait que commencer».

Justement, le chemin qu'on emprunte en compagnie de Blaise et Dadajean débouche sur une zone de restauration toute récente. Le sol est envahi d'arbuscules, la végétation pauvre et sèche s'étend à perte de vue. C'est là que les plants fournis par la pépinière du hameau ont été repiqués. Emile, l'agent de terrain du WWF, explique : on a tracé des layons pour aligner les arbres – des karambitos, vantsilana, varongy, ravimboanjo. Des espèces difficiles à décrire, puisque toutes sont autochtones. Les graines ou les sauvageons ont été récoltés dans la forêt, toute proche, puis élevés dans la pépinière, avant d'être plantés ici. Un sillon a été dégagé pour montrer le travail. Un palissandre, haut comme deux pommes, montre le bout de son feuillage : «Dans soixante-dix ans, explique tout fier Emile, son tronc fera 5 mètres de diamètre.»

«On réinvente le communisme»

Blaise, arrivé sur la zone, pavoise. Il est le propriétaire du lieu. Cette zone était dans le passé plantée de forêt naturelle, avant d'être brûlée pour y faire pousser du manioc : c'était en 1972. Blaise avait 3 ans. Cela s'appelle la culture sur brûlis, et c'est très précisément cette pratique, à l'origine de la décimation des forêts de Madagascar, qu'il s'agit aujourd'hui d'éradiquer. Blaise, planté les deux pieds sur sa terre inculte, en est convaincu. Il se projette même loin dans le futur : «Peut-être qu'on pourra cultiver le riz à nouveau», tout en bas de la zone replantée, comme cela se pratiquait du temps de la forêt, parce que, dit-il, «les grands arbres retenaient l'eau».

Rude tâche que de faire reculer les brûlis. De loin en loin, le long de la piste qui relie Ampitambe à la ville, on voit s'élever des fumées. Dadajean explique qu'ici, de temps à autre, des feux se dé-

clarent, ce sont «des accidents». Blaise ajoute que sur cette zone, «il y a une forte demande pour les terres de culture». Quelques pas plus loin, il précise, en expert : «Ce sont les forêts les plus grasses qui font le plus de fumier.» Mais ces terres, fertilisées par le feu et rendues ainsi cultivables, se trouvent à présent de plus en plus loin à pied.

Et il revient à la pauvreté, le mal endémique ici. Comment survivre, se procurer le riz qui fait défaut en période de soudure, mais aussi le sel, le sucre, les vêtements pour l'hiver. Blaise énumère : «On vend des écrevisses, des cuisses de nymphe [cuisses de grenouille, ndlr], des plantes médicinales, des petits meubles que l'on fabrique, on fait un peu de rhum...» Des colporteurs passent acheter la production. Cela veut dire quoi être riche à Ampitambe? «Avoir une belle maison, beaucoup de bœufs [des zébus], une superficie importante de rizières et beaucoup de champs de culture», énumère Dadajean.

Et Blaise est-il riche? C'est Apollinaire qui répond. Apollinaire Razafimahatra est diplômé de l'Ecole supérieure des sciences agronomiques d'Antananarivo. Recruté par le WWF en 2001, il n'a commencé vraiment son travail ici, sur le site de Fandriana, où il pilote une petite équipe de dix agents, qu'en octobre 2007, quelque mois après le début de l'opération. Apollinaire a 36 ans : «Oui, mes grands-parents ont brûlé des terres. Nous aussi, on avait des champs de culture ici.» Comme Blaise. Même si ses parents ont surtout gagné leur vie en vendant des chapeaux sur les marchés, ce qu'ils continuent de faire aujourd'hui. Ses dix frères et sœurs ont tous décroché le baccalauréat.

«Blaise, dit-il, occupe une place importante dans notre dispositif. C'est la personne qui ose, "le pionnier". Nous, au WWF, on fait de la formation, on leur dit que ça marche, mais quand on leur a donné le paquet technique, tout reste à faire.» Or Blaise, il se lance : dans les ruches modernes, dans la pisciculture. Dadajean est l'autre pilier, ici à Ampitambe : «Il représente la vieille génération. Il fait partie des aînés.» Et il avance plus prudemment, avec ses ruches traditionnelles, qu'il déplace chaque année pour suivre la migration des abeilles, au risque de se les faire voler. Alors qu'il existe une façon moderne de faire son miel sans les bouger. La culture du riz dit pluvial est un autre défi. Apollinaire

est catégorique : «*On sait faire pousser le riz en dehors des rizières.*» Cette variété, moins gourmande en eau, se sème sous un couvert végétal, et il pousse même sur des terres dégradées, la végétation qu'on coupe et qui se décompose sur place jouant le rôle d'engrais.

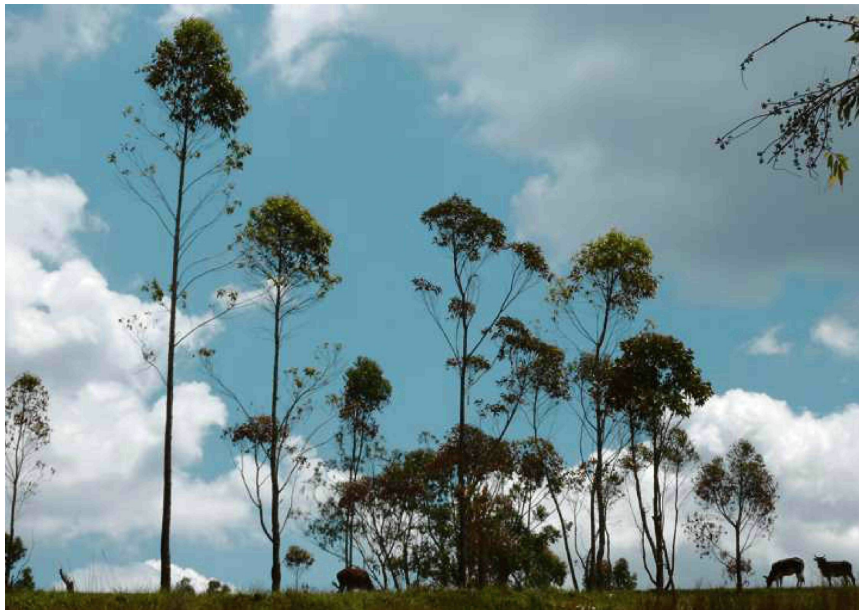
Mais là encore, la «greffe» va prendre du temps. Pour emporter l'aval des paysans autour des nouvelles pratiques, «*il faut que tout le monde soit dans la même logique*». Tout le travail d'Appolinaire et des agents de terrain consiste à structurer les paysans en communautés. «*On réinvente le communisme de base*», plaisante l'ingénieur. Sur Fandriana, il y a huit communautés, dont celle d'Ampitambe. Et ce n'est pas une mince affaire de mettre tout le monde d'accord sur la façon de gérer la zone : quelles parcelles sont réservées à la reforestation ? Quelles autres vont aller aux cultures ? Où plante-t-on le bois de chauffe ou celui avec lequel on fabriquera le charbon de bois ? Pour corser le tout, le régime malgache de la propriété de la terre tire exactement dans l'autre sens, celui de la déforestation. «*Quand on brûle une terre, résume Guillermo Castilleja, le directeur exécutif de WWF International, elle vous appartient. Et c'est vrai à Madagascar comme au Brésil.*»

C'est comme cela d'ailleurs que Blaise est devenu riche. «*Au début, il y avait beaucoup de méfiance vis-à-vis du WWF, rappelle Apollinaire. A cause de ces habitudes d'aller en forêt, de défricher. Nous, on vient pour accaparer leurs terres !*» Aussi, quand le WWF organise des formations, «*il y a des gens, constate-t-il, qui ne viennent jamais*». En moyenne sur les huit communautés de base, «*on a les deux tiers des familles*». Et un autre tiers qui regarde, voire qui «*contre-attaque*». Alors, «*on discute. On donne 100 mètres ou 50 mètres*

sur une terre parce que certains veulent y planter du riz alors que le zonage prévoit qu'on restaure la forêt. Faut trouver le compromis». Au bout du chemin, il y a la récompense : la signature d'un contrat de gestion entre l'Etat et la communauté. Plus exactement un transfert de la gestion des terres, forêt comprise, de l'Etat vers les communautés. «*De toute façon, l'Etat, faute de gardes forestiers, n'a pas les moyens de veiller sur sa forêt-patrimoine*», constate impuissant, Philibert, le directeur régional environnement et forêt, impliqué dans l'opération. Sur la zone de Fondriana, dont dépend Ampitambe, le transfert pourrait se faire au printemps après dix-huit mois de palabre et de travail patient pour solidifier les communautés.

A la mi-novembre, une petite délégation représentant les partenaires de l'opération, Air France et GoodPlanet (l'association fondée par Yann Arthus-Bertrand et WWF), s'est rendue à Ampitambe pour fêter le premier anniversaire du début des opérations et se faire une idée sur le terrain. Air France, le bailleur, a mis 5 millions d'euros sur trois ans, confiés à GoodPlanet et à WWF pour structurer plusieurs dizaines de communautés, comme celle d'Ampitambe. Avec l'espoir de les aider à gérer durablement plus de 140 000 hectares (six fois la forêt de Fontainebleau) et en reboiser 5000. A Ampitambe, les représentants des communautés, et les agents du WWF se sont congratulés, sans se cacher la difficulté. Commentaire d'un notable d'Ampitambe, Bernard, un barbu au discours abrupt : «*Le problème ici, c'est que quand on fait cinq enfants, c'est cinq. Et dix, c'est dix. Il n'y a plus de mortalité infantile à cause des vaccins et des vitamines.*» La chasse aux terres cultivables n'a pas fini de mettre la forêt sous pression. Sauf à emboîter le pas à Blaise et à Dadajeau, avec la foi du charbonnier. ◆





L'urgence pour les habitants d'Ampitambe: sauver un mince cordon de forêt naturelle.

«Le problème, c'est que quand vous brûlez une terre, elle vous appartient. Et c'est vrai à Madagascar comme au Brésil.»

Guillermo Castilleja directeur exécutif de WWF International



Rizières sur la route d'Ampitambe.



A Ampitambe, la communauté paysanne sur les terres déforestées de Blaise.